

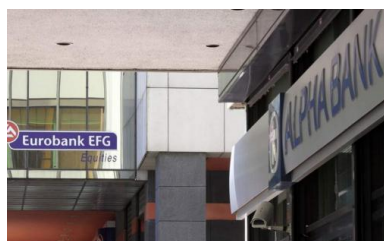
Grèce: les difficultés reviennent par la fenêtre des banques

PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 6 OCTOBRE 2018

La fable de la renaissance économique de la Grèce n'aura pas duré deux mois. À peine sorti de son troisième plan de sauvetage, le pays se retrouve déjà aux prises avec d'immenses difficultés, attaqué par son maillon le plus faible : ses banques.

La fable de la renaissance économique de la Grèce n'aura pas duré deux mois. Alors que tous les responsables européens saluaient le 21 août la fin du troisième plan de sauvetage et son redressement spectaculaire, le pays se retrouve déjà aux prises avec d'immenses difficultés, attaqué par son maillon le plus faible : ses banques.

Une tornade boursière s'est abattue sur les principaux établissements bancaires tout au long de la semaine, alors que les inquiétudes s'accumulent sur leur mauvaise santé financière, l'ampleur des mauvaises créances, leur sous-capitalisation.



© Ekathimerini

Mercredi, les banques grecques ont enregistré une baisse de plus de 30 % en bourse. Et la chute s'est poursuivie jusqu'à vendredi. Elles ne sont plus, selon le jargon boursier, que des « pennies stocks », le cours de leurs actions dépassant à peine la barre de 1 euro. Leur capitalisation boursière est désormais à peine au-dessus du milliard d'euros, notamment pour la plus grande d'entre elles, Alpha Bank.

Emporté par la chute des banques, tout a dévié. **L'indice de la bourse d'Athènes (Athex) est au plus bas depuis dix-huit mois**, retrouvant ses niveaux du printemps 2015, au plus fort de la crise de la Grèce quand sa sortie de la zone euro était ouvertement

évoquée. Dans le même temps, les taux de la dette se sont envolés, allant jusqu'à 4,99 %. Une intervention, sans doute de la Banque centrale européenne, a permis de les ramener à 4,51 % dans la journée de vendredi.

Dès mercredi soir, le gouvernement grec a tenu une réunion d'urgence pour étudier la situation. Depuis les réunions avec les banquiers et la banque centrale de Grèce s'enchaînent pour essayer de trouver une solution de sortie de crise. « *La situation est tout à fait gérable* », a soutenu le ministre des finances, Euclide Tsakalotos, tentant de rassurer les investisseurs et les déposants, sans vraiment de succès. Une nouvelle fois, Athènes se retrouve au bord du gouffre financier.

Comme si la situation n'était pas déjà assez compliquée, le conseil du Mécanisme européen de stabilité financière (MES) s'est senti obligés de rajouter du sel sur la plaie. Alors que des rumeurs évoquaient sa possible intervention pour venir en soutien de la Grèce, l'institution européenne, qui a pour mission de gérer les crises financières en Europe, a publié **un communiqué vendredi démentant toute intervention** en faveur d'Athènes.

« *Le MES suit attentivement les derniers développements dans le secteur financier grec, dans le cadre de ses obligations en tant que principal créancier de la Grèce. Néanmoins, les informations selon lesquelles le MES participe à des travaux préparatoires pour une possible intervention en faveur des banques grecques sont fausses* », a-t-il indiqué. En clair, l'Europe considère que seule sa position de créancier importe et se lave les mains du reste. Le gouvernement grec est prié de trouver une solution tout seul pour ses banques.

La réaction de MES n'a rien de surprenant : elle est conforme à l'état d'esprit des responsables européens. Il suffisait de voir leur lâche soulagement au moment de la sortie de la Grèce du troisième plan de sauvetage en août, acceptant, dans le déni le plus total de la réalité, de lâcher Athènes dans la nature, sans lui avoir accordé le moindre répit sur sa dette – 180 % du PIB – et avec une feuille de route irréalisable. Pour comprendre leurs pensées profondes : l'Europe ne veut plus entendre parler de la Grèce.

Pour les responsables européens, les 15 milliards d'euros qui ont été accordés à Athènes à l'occasion de la sortie du plan de sauvetage sont



pour solde de tout compte. Le gouvernement grec est prié de se débrouiller par lui-même. Comme avait osé le dire le commissaire Pierre Moscovici, « *la Grèce va pouvoir définir sa propre politique économique* ». Dans les faits, elle reste sous étroite surveillance de la Commission européenne, qui continue à imposer sa loi et ses choix – la nouvelle baisse des retraites en est une dernière illustration.

Mais les responsables européens peuvent-ils s'en tirer à si bon compte sur le dossier grec ? Tout ce qui advient est **le fruit de leur gestion calamiteuse**. Ils ne peuvent feindre d'ignorer l'état de santé des banques grecques et le risque que cela fait peser sur l'ensemble de l'économie du pays.

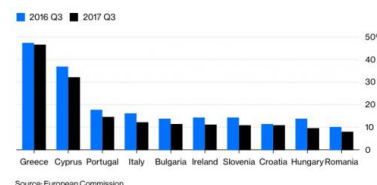
Car **la situation du secteur financier grec est tout sauf une découverte**. Les banques sont le lieu de cristallisation de toute la crise depuis dix ans. Elles portent dans leur bilan tous les stigmates des différentes secousses qui ont frappé le pays en une décennie : la faillite de l'État grec qui les a obligé, à la différence des autres banques européennes, d'accepter une dépréciation de la dette grecque dont les titres formaient l'essentiel de leurs réserves ; **l'effondrement de l'économie grecque** qui s'est traduit par une chute jamais vue dans le reste des économies occidentales de 27 % de son PIB sur une décennie ; la défiance des déposants grecs **après le coup de force de la Banque centrale européenne au printemps 2015**, isolant Athènes du reste de la zone euro, imposant une restriction sans précédent des retraits des dépôts et des crédits.

Un secteur bancaire mort-vivant



Le ministre grec des finances, Euclide Tsakalotos, et le président de la BCE, Mario Draghi, lors d'une réunion de l'Eurogroupe en mai 2018. © Reuters

Aujourd'hui, les banques grecques sont des mortes-vivantes. En dépit de trois vagues de recapitalisation depuis le début de la crise, elles sont sous-capitalisées, incapables d'offrir le moindre relais financier à une économie asphyxiée : plus de 50 % de leurs créances sont considérées comme douteuses, c'est-à-dire non remboursables ; la politique d'austérité imposée au pays se traduisant par un effondrement de la demande interne, des faillites en série, la ruine des ménages, tous désormais incapables de faire face au remboursement de leurs dettes.



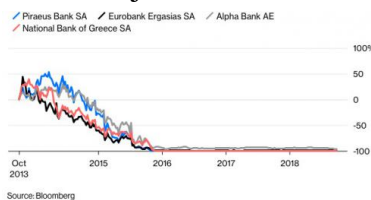
Taux des créances douteuses dans les bilans bancaires par pays © Bloomberg/ UE

Pourtant cela n'a pas empêché l'Autorité bancaire européenne, le régulateur européen chargé de superviser le système financier, de venir prêter main-forte aux responsables européens dans leur déni de la réalité de la situation. En mai, celle-ci **a confirmé que les banques grecques avaient passé tous les tests de résistance**, censés simuler les conditions extrêmes de crise.

Tout juste avait-elle indiqué qu'elles devaient encore lever des capitaux afin de renforcer leurs bilans. De son côté, la Commission européenne insistait dans le plan de réformes accompagnant la sortie de la Grèce du plan de sauvetage, pour que le gouvernement accélère les procédures de saisies immobilières et de ventes à l'encan, dans l'espoir de nettoyer au plus vite les bilans bancaires.

Comme à son habitude, pour l'Europe, le marché, même dans ses pratiques les plus dures, est censé pourvoir à tout. L'ennui est que, dans le cas de la Grèce, le marché a disparu. Selon les estimations, les banques grecques devraient lever plus de 15,5 milliards d'euros pour renforcer leurs fonds propres. La deuxième banque grecque, Piraeus Bank, qui s'est vu intimé l'ordre de 500 millions d'euros par le régulateur européen, par exemple, n'arrive pas à lancer d'émissions, faute d'investisseurs intéressés.

Après l'effondrement boursier de la semaine, les choses deviennent encore plus compliquées. Alors que les actionnaires ont déjà tout



Evolution du cours de bourse des principales banques grecques

perdu dans les opérations précédentes de recapitalisation – les banques ont perdu 99 % de leur valeur depuis le printemps 2015 –, aucun investisseur ne paraît prêt à apporter des capitaux aux banques grecques pour l'instant.

La défiance est totale. D'autant que la question de la survie de certains établissements bancaires est désormais sur la table. Même si les chiffres ne sont pas encore disponibles, les nouvelles alertes sur les banques ont dû provoquer de nouveaux retraits et une nouvelle fuite de capitaux, les déposants avertis par l'expérience de 2015, ne voulant pas se retrouver à nouveau piégés. Ce qui risque de placer les établissements bancaires grecs dans un état de stress maximal.

Pour le gouvernement grec, il y a donc urgence à trouver une solution susceptible de stabiliser son système financier et ramener la confiance. Plusieurs schémas sont évoqués. L'un d'entre eux consisterait à créer une structure de défaillance étatique, une *bad bank*, qui reprendrait toutes les créances douteuses des banques, afin de leur permettre de nettoyer leur bilan. Mais cette solution, utilisée en Espagne et en Italie, risque d'être très consommatrice de capitaux.

S'il veut reprendre la totalité des mauvaises créances de son secteur bancaire, le gouvernement grec risque d'être obligé la quasi-totalité des fonds qui lui ont été accordés en guise de couverture de sécurité, au moment de sa sortie de crise. Ce qui signifie qu'il n'aurait plus aucune réserve financière pour faire face à d'autres engagements et à d'autres difficultés. Et sa dette augmenterait encore.

L'autre schéma est de créer une structure spéciale qui reprendrait les mauvaises créances bancaires, qui émettrait de la dette garantie par l'État à l'image de ce qu'ont fait la France et la Belgique, au moment de la faillite de Dexia. L'idée ne semble guère convaincre, **selon la presse grecque**. Qui pourrait être susceptible d'apporter des financements à une structure ? La signature de l'État grec serait-elle une garantie suffisante, s'interrogent les observateurs.

Le temps presse. Mais les responsables européens ne semblent pas prêts à tendre la main à Athènes. Ils ont pour eux les traités : la **nouvelle union bancaire**, censée prémunir la zone euro d'une nouvelle crise bancaire, renvoie la responsabilité du système bancaire à chaque état. De plus, ils sont persuadés que la Grèce, depuis le printemps 2015, a été isolée de la zone euro, que tout risque de contagion a disparu. Ils pourraient une nouvelle fois être rattrapés par des réalités dérangeantes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.